



LE CHANTAGE CLIMATIQUE COMMENCE À BIEN FAIRE

AGEFI - 06.06.2019

L'URGENCE CLIMATIQUE SERT DE PRÉTEXTE À DES PROPOSITIONS EXCESSIVES, DONT LE RAPPORT AVEC L'ÉCOLOGIE NE SAUTE PAR AILLEURS PAS TOUJOURS AUX YEUX.

Depuis la Greta-mania et les manifestations de jeunes, les termes «urgence climatique» sont sur toutes les lèvres. Si vous les tapez sur Google, on vous annonce environ 1'160'000 résultats. Les États - et, en Suisse, les cantons, voire certaines communes - déclarent, proclament, décrètent l'urgence climatique les uns après les autres. Le Parlement vaudois l'a fait, après les cantons de Fribourg et Bâle-Ville, mais avant la Ville de Genève et la commune d'Yverdon-les-Bains.

C'est dans ce contexte que le Grand Conseil vaudois a dû se prononcer sur le renvoi en commission ou non d'un projet de «loi sur l'action publique face à l'urgence climatique», concocté par le député Yvan Luccarini, «chantre veveysan de la décroissance». Le texte fixe des «objectifs et actions concrètes» en matière de mobilité et de transport de marchandises, de chauffage des bâtiments, d'énergie, d'agriculture, de travail et de production, de finances publiques et de consommation. Vaste programme! A côté des ponctions fiscales, il est prévu toute une panoplie de mesures. Par exemple, l'intégration du temps de trajet dans le temps travail; l'instauration de jours sans voiture; une limite maximale de 19°C dans les espaces chauffés; l'abandon sur le territoire cantonal du chauffage électrique; l'approvisionnement du canton 100% en énergies renouvelables; la «démécanisation» progressive de la production agricole; l'instauration d'une convention collective pour les travailleurs agricoles; l'implication des salariés dans les processus décisionnels des entreprises; la diminution du temps de travail sans perte de salaire; l'interdiction des produits en plastique à usage unique et bien d'autres encore.

Au premier abord, on a vraiment envie d'éclater de rire. Mais, à vrai dire, on a «eu chaud»: si septante et un députés ont refusé le renvoi en commission, il s'en est tout de même trouvé soixante-neuf pour l'accepter. On ne risque donc pas grand-chose à parier que ce type de mesures, aussi irréalistes que disproportionnées,

reviendra sous une forme ou sous une autre. Pour quel bénéfice?

La Suisse fait déjà figure de bon élève en matière climatique. Surtout, elle ne produit que 0,1% des émissions mondiales de gaz à effet de serre. Autrement dit, son influence en la matière - et a fortiori celle du canton de Vaud - est nulle et le resterait même si on nous imposait un retour intégral à l'âge de pierre. Alors certes, les «petits ruisseaux font les grandes rivières»; certes, chacun doit apporter sa pierre à l'édifice, selon ses possibilités. Mais on en arrive à un stade où les considérations écologiques ne sont plus qu'un prétexte pour imposer une idéologie en passe de devenir une véritable dictature.

Libre aux politiciens d'élaborer des programmes, aussi farfelus soient-ils, pour récolter des voix. Et tant mieux pour Greta si elle obtient le prix Nobel de la paix pour avoir fait l'école buissonnière. Mais qu'on cesse avec le chantage climatique.